



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL
SUR OFFRES DE PRIX N° 77/2024/ABHS**

RELATIF A

**FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE
SURVEILLANCE ELECTRONIQUE POUR L'ENTRETIEN ET
LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE
ELECTRONIQUE DU BARRAGE ALWAHDA**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS
SPECIALES**

**Réservé aux très petites, petites et moyennes entreprises, y compris les
jeunes entreprises innovantes, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux
autoentrepreneurs**

Marché par appel d'offres ouvert national sur offres des prix séance publique conformément aux dispositions du décret N° 2-22-431 relatif aux marchés publics du 15 chaabane 1444 (08 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, représenté par son Directeur.
Désigné ci-après par le terme "ABHS" ou "Maître d'ouvrage".

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M.....qualité.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont
conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au.....

.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur » ou « Titulaire »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Patente n° Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur » ou « Titulaire »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
.....(les références de la convention) soussigné :

- Membre 1 :

M.....qualité.....
Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs
qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

.....

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité) en tant
que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un compte bancaire
commun RIB (24 positions)

Ouvrert auprès de

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur » ou « Titulaire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUI

Table des matières

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	6
ARTICLE I-1 : OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES	6
ARTICLE I-2 : MODE DE PASSATION DU MARCHE.....	6
ARTICLE I-3 : MAITRISE D'OUVRAGE	6
ARTICLE I-4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES 6	
ARTICLE I-5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU MARCHE	6
ARTICLE I-6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	8
ARTICLE I-7 : DELAI D'EXECUTION.....	8
ARTICLE I-8 : PENALITES POUR RETARD.....	8
ARTICLE I-9 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF.....	9
ARTICLE I-10 : REVISION DES PRIX	9
ARTICLE I-11 : RECEPTION PROVISOIRE	9
ARTICLE I-12 : DELAI DE GARANTIE	9
ARTICLE I-13 : RECEPTION DEFINITIVE	10
ARTICLE I-14 : RETENUE DE GARANTIE.....	10
ARTICLE I-15 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT	10
ARTICLE I-16 : DOMICILE DU TITULAIRE	10
ARTICLE I-17 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	10
ARTICLE I-18 : NANTISSEMENT	10
ARTICLE I-19 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	11
ARTICLE I-20 : RESILIATION DU MARCHE	11
ARTICLE I-21 : PROPRIETE INDUSTRIELLE	11
ARTICLE I-22 : SOUS TRAITANCE	11
ARTICLE I-23 : CESSION DU MARCHE - INTERRUPTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE I-24 : ASSURANCE.....	12
ARTICLE I-25 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE I-26 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE I-27 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF	13
ARTICLE I-28 : CAS DE FORCE MAJEURE	13
ARTICLE I-29 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE	13
ARTICLE I-30 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	13
ARTICLE I-31 : CARACTERE GENERAL DES PRIX.....	13

ARTICLE I-32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	14
ARTICLE I-33 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC	14
ARTICLE I-34 : MODE DE REGLEMENT	14
ARTICLE I-35 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	14
CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES.....	16
ARTICLE II-1 : LOCALISATION DES PRESTATIONS A EXECUTER	16
ARTICLE II-2 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	16
ARTICLE II-3 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER	16
ARTICLE II-4 : LIAISONS ADMINISTRATIVES.....	16
ARTICLE II-5 : LIAISONS TECHNIQUES	16
ARTICLE II-6 : AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT	17
ARTICLE II-7 : DOCUMENTATION SUR LES CONDITIONS DES PRESTATIONS A EXECUTER : .	17
ARTICLE II-8 : SECURITE DU PERSONNEL	17
ARTICLE II-9 : REUNIONS POUR EXAMINER L'AVANCEMENT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
CHAPITRE III - MODE DE REALISATION DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE III-1 : CONNAISSANCE DES LIEUX.....	19
ARTICLE III-2 : RAPPORTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	19
ARTICLE III-3 : MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
ARTICLE III-4 – LIVRAISON DU MATERIEL.....	20
ARTICLE III-5 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES	20
CHAPITRE IV - MODE D'EVALUATION DES PRIX	28
ARTICLE IV-1 : MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS	28
ARTICLE IV-2 : DEFINITION DES PRIX	28
ARTICLE IV-3 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF	30

CHAPITRE I - CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE I-1 : OBJET DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

Le marché issu du présent appel d'offres a pour objet : **Fourniture et installation des équipements de surveillance électronique pour l'entretien et le renforcement des systèmes de surveillance électronique du barrage Alwahda**, situé dans la province de Ouezzane.

ARTICLE I-2 : MODE DE PASSATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres est passé par appel d'offres ouvert national sur offres de prix n° 77/2024/ABJHS du 03/12/2024, séance publique passé en vertu des dispositions du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE I-3 : MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou (ABHS).

ARTICLE I-4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

4.1. Les pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après, dans l'ordre de priorité indiqué au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS),
3. Le bordereau des prix - détail estimatif-,
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat, approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 6 Chaâbane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordances ou de contradictions entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière telle que décrite par l'article 30 du décret précité n°2-22-431 et en tenant compte des stipulations de l'article 2 du CCAG-T précité, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent CPS ainsi que celles prévues par les autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

4.2. Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

1. Les ordres de services,
2. Les avenants éventuels,
3. Les décisions d'augmentation éventuelles dans la masse des travaux.

ARTICLE I-5 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché reste soumis aux textes législatifs et réglementaires en vigueur tel qu'ils ont été modifiés ou complétés et notamment :

Textes généraux

- 1 Dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la Loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 2 Dahir n°1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au Code du travail ;
- 3 Le Dahir n° 1.85.347 du 7 Rabie II 1406 (20/12/1985) portant promulgation de la loi N° 30-85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée.
- 4 Dahir portant loin n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale ;
- 5 Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 6 Arrêté du ministre délégué auprès de la MEF, charge du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics;
- 7 Dahir du 25 juin 1927 concernant les, responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ;
- 8 Dahir du 21 mars 1943 et du 27 décembre 1944 régissant les accidents de travail ;
- 9 Loi 18-12 du 29 décembre 2014 relative à la réparation des accidents de travail ;
- 10 Loi n°65-00 portant code de la couverture médicale de base (AMO) ;
- 11 Loi n°24-96 relative à la poste et aux télécommunications telle qu'elle a été modifiée et complétée ;
- 12 Le dahir n°1-56-211 du 11 Décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics ;
- 13 Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- 14 Code général des impôts relatifs à la TVA ;
- 15 L'arrêté n° 3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de la révision des prix des marchés publics
- 16 Le décret 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAG-T exécutés pour le compte de l'Etat ;
- 17 Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22/07/2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ainsi que les décrets le modifiant ;
- 18 Décret n° 2-12-272 du 24 avril 2014 relatif à l'avance ;
- 19 Décision du seuil du visa 2123 du 6 mai 2005 du ministre des Finances et de la privatisation.

Textes spéciaux

1. Le décret n° 2.94.223 du 6 moharrem 1415 (16 juin 1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiments et de travaux publics ;
2. Le décret n° 2.02.177 du 22 février 2002 approuvant le règlement parasismique (RPS 2000) applicable aux bâtiments, fixant les règles parasismiques et instituant le comité national de génie parasismique ;
3. Les normes marocaines homologuées, à défaut les normes internationales (article 5 du décret 2-12-349) ;
4. Les règles de calcul de béton armé CCBA 68 et BAEL ;
5. Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaâda 1393 (08 décembre 1973) portant

revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux.

ARTICLE I-6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le contrôleur d'Etat, lorsque son visa est requis conformément à la réglementation en vigueur.

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai dans un délai maximum de **soixante jours (60)** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Toutefois, ce délai peut être prorogé en application de l'article 36 du Décret n° **2-22-431** précité.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses. Dans ce cas :

- Les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu ;
- Les concurrents qui n'ont pas donné leur accord à la demande de prorogation ou qui n'ont pas répondu dans le délai qui leur est imparti sont libérés de leurs engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage et mainlevée leur est donnée de leur cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage ;
- Dans le cas où aucun des concurrents n'a donné son accord à la demande de prorogation ou n'a répondu dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit heures à compter de la date limite de réponse fixée par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

ARTICLE I-7 : DELAI D'EXECUTION

L'entrepreneur devra exécuter les travaux désignés en objet dans un délai de **Trois mois** (03 mois).

Le délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution des travaux notifié par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur.

Ce délai s'applique à l'achèvement de tous les travaux incombant au titulaire

ARTICLE I-8 : PENALITES POUR RETARD

Il sera fait application des dispositions de l'article 65 du CCAG-Travaux. A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire une pénalité par jour calendaire de retard de 1 % (un pour

mille) du montant du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par les avenants. Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché issu du présent appel d'offres. Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché issu du présent appel d'offres après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-9 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à huit mille Dirhams (8 000,00 dirhams). Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAG Travaux.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire selon les dispositions de l'article 19, paragraphe 1 du CCAG travaux. Le montant du cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3 %) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres. Si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 20 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application des articles 79 et 80 du CCAG Travaux, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2 du CCAG Travaux.

ARTICLE I-10 : REVISION DES PRIX

Conformément aux dispositions de l'article 15 du décret **n°2-22-431** susmentionné, les prix du présent marché sont **fermes et non révisables**. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE I-11 : RECEPTION PROVISOIRE

A l'achèvement des prestations et en application de l'article 73 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage s'assure en présence du titulaire de la conformité des prestations aux spécifications techniques du marché issu du présent appel d'offres et prononcera la réception provisoire.

Cette réception sera sanctionnée par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate que les prestations présentent des insuffisances ou des défauts ou ne sont pas conformes aux spécifications du marché issu du présent appel d'offres, le titulaire procédera aux réparations nécessaires conformément aux règles de l'art. A défaut, la réception ne sera pas prononcée, et le délai d'exécution ne sera pas prorogé pour autant.

ARTICLE I-12 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **Douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire.

Pendant cette période, le titulaire demeure responsable des prestations réalisées, il est tenu d'entretenir à ses frais, toutes les anomalies décelées au niveau des équipements installés et du matériel fourni, conformément à l'article 75 du CCAGT.

ARTICLE I-13 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie, soit douze mois (12 mois) après la réception provisoire sous réserve que le titulaire ait satisfait à toutes les notifications qui lui auraient été adressées pendant la durée du délai de garantie.

Dans le cas contraire, les obligations du titulaire se prolongeront jusqu'à ce que les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres aient été mis en état de réception définitive. Les conditions de réception définitive seront conformes à l'article 76 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-14 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les décomptes. Elle est égale à **dix pour cent (10 %)** du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra **sept pour cent (7%)** du montant initial du marché issu du présent appel d'offres augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée, ou la caution qui la remplace est libérée, selon les dispositions de l'article 19 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-15 : FRAIS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Les frais de timbres et d'enregistrement sont à la charge du titulaire.

ARTICLE I-16 : DOMICILE DU TITULAIRE

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du CCAG-T, en se faisant par élection de domicile au Maroc et l'indiquant dans l'acte d'engagement, toutes les notifications qui se rattachent à son entreprise, lui seront valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le CPS.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE I-17 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché issu du présent appel d'offres, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché du cahier des clauses administratives générales relatifs au marché de travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE I-18 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du marché issu du présent appel d'offres sera opérée par les soins de Mr. Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.

- Le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 19 Février 2015, est Mr Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- Les paiements prévus au marché issu du présent appel d'offres seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire dudit marché.

Le MO délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché issu du présent appel d'offres portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché issu du présent appel d'offres et de « l'exemplaire unique » remis au titulaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE I-19 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché issu du présent appel d'offres, des différends surviennent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81, 82, 83 et 84 du CCAG-Travaux.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le titulaire sont soumis aux tribunaux compétents de Fès.

ARTICLE I-20 : RESILIATION DU MARCHE

En cas de résiliation du marché, il sera fait application des dispositions du CCAG- Travaux. La résiliation du marché peut être prononcée dans toutes les conditions et modalités prévues par le décret n°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics, et celles prévues par le CCAG-T.

La résiliation du marché issu du présent appel d'offres ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire en raison de ses fautes ou infractions.

Pour les groupements, en cas de défaillance, de décès, de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire sans autorisation de continuer l'activité ou de faute grave de l'un ou plusieurs membres du groupement, ceux-ci peuvent être exclus du marché issu du présent appel d'offres suivant les procédures de résiliation des marchés. Dans ce cas, un avenant est passé pour fixer les conditions de la poursuite de l'exécution du marché précité par les membres restants du groupement éventuellement complété par de nouveaux membres en cas de nécessité de combler le manque de compétences dûment constaté après l'exclusion de certains membres du groupement.

ARTICLE I-21 : PROPRIETE INDUSTRIELLE

Les plans ou tous documents émanant du titulaire, deviennent, dès leur acceptation, propriété du maître de l'ouvrage. Le titulaire, conformément à l'article 26 du C.C.A.G-T, devra garantir formellement le maître de l'ouvrage contre tout recours en matière de propriété industrielle, brevets, licences, marques ou applications déposées...etc., concernant l'exécution de ces prestations, en application de l'article 26 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-22 : SOUS TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché. Il est à signaler que tous les travaux peuvent faire l'objet d'une sous-traitance à condition de respecter les conditions requises de l'article 151 du décret n°2-22-431 du (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au MO les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous –traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto- entrepreneurs.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Dans tous les cas L'entrepreneur et Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises de l'article 151 du décret n° 2-22-431 du (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE I-23 : CESSIION DU MARCHE - INTERRUPTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 27 du C.C.A.G-T la cession du marché issu du présent appel d'offres est interdite sauf dans les cas de cession de la totalité ou d'une partie du patrimoine de l'entreprise titulaire à l'occasion d'une fusion ou d'une scission. Dans ce cas ledit marché ne peut être cédé que sur autorisation expresse de Mr. Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou. Sur la base de cette autorisation, un avenant doit être conclu. Les cessions doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues dans les articles du Décret n°2-22-431 du 08 Mars 2023 relatif aux marchés publics précité.

ARTICLE I-24 : ASSURANCE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les attestations justifiant la souscription des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché issu du présent appel d'offres et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE I-25 : AUGMENTATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 57 du C.C.A.G-T, le titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des prestations faisant l'objet du marché issu du présent appel d'offres, tant que l'augmentation de la masse des prestations qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues dans le marché précité n'excède pas dix pour cent (10%) de la masse initiale des prestations. Le titulaire est censé connaître parfaitement, en cas d'augmentation dans la masse des prestations, les dispositions des paragraphes indiquées dans l'article 57 du C.C.A.G-T.

ARTICLE I-26 : DIMINUTION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 58 du C.C.A.G-T, le titulaire ne peut élever aucune réclamation tant que la diminution dans la masse des prestations n'excède pas vingt-cinq pour cent (25%) la masse initiale desdits prestations.

ARTICLE I-27 : CHANGEMENT DANS LES QUANTITES DU DETAIL ESTIMATIF

Conformément à l'article 59 du C.C.A.G-T et en cas de modifications des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif, en raison de sujétions techniques, surestimation ou sous-estimation desdites quantifiés, le titulaire doit poursuivre l'exécution des prestations. Toutefois, le titulaire est tenu d'aviser, par écrits, le maître d'ouvrage lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- La variation des quantités relatives à un ou plusieurs prix unitaires du détail estimatif dépasse en plus ou en moins cinquante pour cent (50%) de celle prévue initialement dans le détail estimatif ;
- Le montant correspondant à la nouvelle quantité des prestations réellement exécutés, du fait de cette variation, représente plus de dix pour cent (10%) du montant initial du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE I-28 : CAS DE FORCE MAJEURE

Conformément aux prescriptions de l'article 47 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, notamment son alinéa 2 et en cas de survenance d'un événement de force majeure tel que défini par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadans 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, le titulaire a droit à une augmentation raisonnable du délai d'exécution.

Par cas de force majeure, il y a lieu d'entendre toutes les circonstances de caractère extraordinaire (insurmontable et imprévisible) que les deux parties ne pouvaient prévoir au cours de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Les cas de Force Majeure comprenant notamment :

- Les tremblements de terre dont l'intensité sur le site est 7 degré sur l'échelle de Richter ;
- La neige d'une épaisseur dépassant 20 cm ;
- Des précipitations de pluie dépassant 100 mm ;
- Le vent d'une vitesse dépassant 150km/h.

La partie qui invoquera les circonstances considérées comme cas de force majeure devra en informer, immédiatement par lettre recommandée au plus tard 7 jours après leur parution, l'autre partie, en précisant la date où commencent ces circonstances et la date où elles finissent.

A l'apparition de telle circonstance, le M.O et le titulaire conviendront de toutes les mesures adéquates à prendre. Les délais d'exécution du marché issu du présent appel d'offres seront prolongés d'une durée égale à celle pendant laquelle se seront manifestées les circonstances de force majeure.

ARTICLE I-29 : MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

Le titulaire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-30 : RECRUTEMENT ET PAIEMENT DE LA MAIN D'ŒUVRE

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions des articles 23 du CCAG-Travaux.

ARTICLE I-31 : CARACTERE GENERAL DES PRIX

Le marché issu du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou au bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché issu du présent appel d'offres.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE I-32 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application de l'article 162 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE I-33 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Si le marché issu du présent appel d'offres est attribué à une entreprise étrangère non résidente au Maroc, une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché précité. Cependant, le titulaire peut opter pour une imposition forfaitaire au taux de huit pour cent (8 %) sur le montant hors TVA dans les conditions prévues à l'article 16 du Code général des Impôts.

ARTICLE I-34 : MODE DE REGLEMENT

Le règlement des prestations de fourniture et installation réalisés sera effectué sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé au titulaire après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, attachements, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage. Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées au compte bancaire indiqué au niveau de son acte d'engagement.

ARTICLE I-35 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché issu du présent appel d'offres. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché précité et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

En outre, le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché issu du présent appel d'offres. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité

qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché issu du présent appel d'offres et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.

CHAPITRE II - CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE II-1 : LOCALISATION DES PRESTATIONS A EXECUTER

Les prestations à exécuter au titre du marché issu du présent appel d'offres sont localisés au niveau du barrage **Alwahda**, faisant partie de la zone d'action de l'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, situé dans la province d'Ouezzane

Barrage	Coordonnées		Situation
	X	Y	
Alwahda	517 768,00	444 369,00	Province d'Ouezzane

ARTICLE II-2 : PRESENTATION ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations à exécuter au titre du marché issu du présent appel d'offres consistent en la fourniture et l'installation d'un système de contrôle d'accès des entrées principales, pour le renforcement du système du surveillance électronique existant du barrage Alwahda, ce système est composé de :

Description du matériel à fournir et à installer	Quantité
1. Contrôle d'accès de l'entrée principale par porte métallique avec ouverture électrique;	3
2. Barrière mobile;	3
3. Caméra de reconnaissance ;	3
4. Armoire des équipements de gestion et contrôle ;	3
5. Switch de terrain ;	3
6. Mât métallique galvanisé de 3 m de hauteur ;	3
7. Solutions d'alimentation hybride secourue	1

ARTICLE II-3 : INCIDENTS ET ACCIDENTS DE CHANTIER

Tout incident technique ou résultat paraissant particulièrement important devra être immédiatement communiqué au maître d'ouvrage. Pour les incidents entraînant l'interruption des prestations en cours, le titulaire devra avertir le maître d'ouvrage dans les plus brefs délais et d'une manière aussi détaillée et complète que possible. Tout accident présentant un aspect de gravité devra être immédiatement communiqué au maître d'ouvrage.

ARTICLE II-4 : LIAISONS ADMINISTRATIVES

Elles seront effectuées avec le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès. Le titulaire est tenu d'utiliser la langue française pour la correspondance, pour tous documents qu'il fournira à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, le système métrique sera utilisé.

Les plans, notes et correspondances seront établis sur format normalisé. Dans l'accomplissement des prestations qui lui sont confiées, le contractant ne sera en aucune façon autorisé à se substituer à l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou dans ses relations avec les tiers ou dans le fonctionnement de ses services intérieurs. Son rôle se bornera à donner des conseils qu'il appartiendra ensuite à l'Agence de transformer à ses convenances en décisions ou ordres d'exécution.

ARTICLE II-5 : LIAISONS TECHNIQUES

Les liaisons techniques seront effectuées avec un représentant de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, chargé de la direction d'exécution des prestations, objet du marché issu du présent appel d'offres et désigné par le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou à Fès.

ARTICLE II-6 : AGREMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Le personnel d'encadrement du chantier est clairement précisé dans le mémoire technique de démarrage. Si le Maître d'ouvrage considère que, pour incompétence constatée au cours de l'exercice de la fonction ou comportement incompatible avec la responsabilité qui lui est confiée, un cadre parmi le personnel de maîtrise et notamment le directeur d'exécution des prestations, ne doit plus faire partie de l'encadrement du chantier, la notification en est faite au titulaire qui doit procéder à son remplacement dans un délai d'un mois au maximum.

Les curriculum vitae du personnel de remplacement, accompagnés des lettres de référence des Maîtres d'œuvre, doivent accompagner la demande d'agrément correspondante. Il est rappelé que tout le personnel d'encadrement présent sur le chantier doit être agréé par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE II-7 : DOCUMENTATION SUR LES CONDITIONS DES PRESTATIONS A EXECUTER :

a) Le titulaire est réputé avoir examiné le site, les prestations d'installation du matériel et voir, après cet examen, fait toutes les études qu'il pourrait désirer pour juger par lui-même des conditions de travail.

b) Les renseignements techniques et les indications des données dans le dossier de consultation n'ont qu'un caractère indicatif dont l'appréciation est laissée au titulaire qui a la liberté de les contrôler par toutes les enquêtes et mesures voulues.

D'une manière générale le Titulaire ne peut élever aucune réclamation, ni demander aucune indemnité au cas où il estime que, du fait des renseignements donnés dans les documents contractuels, il aurait subi une perte ou des dépenses imprévues par suite de mésestimation des risques ou de toute sujétion.

c) Le titulaire est réputé avoir étudié toutes les conditions du marché issu du présent appel d'offres et avoir lui-même contrôlé en détail que les prestations peuvent être exécutées conformément à ces conditions ; Il est aussi réputé avoir une connaissance détaillée du site des ouvrages, des moyens d'accès ainsi que de tout autre moyen ou possibilité dont il peut disposer sur son chantier.

ARTICLE II-8 : SECURITE DU PERSONNEL

Pendant toute la durée du marché issu du présent appel d'offres, le titulaire est tenu de prendre, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures particulières de sécurité qui sont nécessaires au égard à la nature de ses propres prestations, des matières qu'il emploie et aux dangers que celles-ci comportent ainsi que toutes les mesures communes de sécurité (hygiène, prévention des accidents, médecine du travail, premiers secours ou soins aux accidentés et malades, protection contre l'incendie, dangers d'origine électrique, etc.). En conséquence, il appartient au titulaire de donner l'instruction nécessaire à son personnel et de lui prescrire les consignes à observer.

Il doit efficacement assurer :

- La sécurité de son propre personnel, des agents du Maître d'Ouvrage et des tiers,
- Toutes les mesures de sécurité mentionnées plus haut,
- La sécurité des installations.

Le titulaire doit fournir à tout son personnel les casques de protection, les bottes, les cirés, les gants et doit rendre le port du casque obligatoire. Le titulaire doit assurer la sécurité des ouvriers.

Il est à signaler que les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernant des prestations qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes

y travaillant à des dangers. Aussi, le titulaire est censé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

Le MO se réserve le droit d'arrêter l'exécution des prestations si les mesures de sécurité ne sont pas prises par le titulaire.

ARTICLE II-9 : REUNIONS POUR EXAMINER L'AVANCEMENT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Des réunions périodiques et éventuellement exceptionnelles sont tenues à la diligence du Maître d'ouvrage pour examiner l'avancement de l'exécution des prestations et les mesures nécessaires pour faire respecter l'échéancier du projet et pour régler les problèmes courant de l'exécution des prestations. Elles font l'objet d'un compte rendu établi séance tenante, signé conjointement par le titulaire et par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de se faire représenter à ces réunions au minimum par le chargé du marché habilité à prendre toutes décisions à la demande du Maître d'Ouvrage.

CHAPITRE III - MODE DE REALISATION DES PRESTATIONS

ARTICLE III-1 : CONNAISSANCE DES LIEUX

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'exécution des prestations aura lieu dans un ouvrage hydraulique. Le titulaire est censé avoir une parfaite connaissance des lieux. Il ne pourra, en aucun cas, formuler de réclamations basées sur une connaissance insuffisante des lieux et des conditions locales d'exécution des prestations objet du marché issu du présent Appel d'Offres.

ARTICLE III-2 : RAPPORTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

Dans un délai de 15 jours à partir de la notification de commencement du Marché issu du présent Appel d'Offres, le titulaire remet pour validation au Maître d'ouvrage en trois exemplaires et sur support informatique, un mémoire technique relatif à la fourniture et l'installation des équipements de surveillance électronique pour l'entretien et le renforcement du système de surveillance électronique du barrage : Alwahda faisant partie de la zone d'action de l'Agence du bassin hydraulique de Sebou.

Le mémoire contient au minimum les indications définies ci-après et accompagné de tous les plans nécessaires :

- Les moyens humains affectés à la prestation (Organigramme de l'équipe, effectif, qualifications, expériences, profils, CV, etc...),
- Les moyens matériels mobilisés pour l'exécution des prestations,
- Les fiches techniques de tout le matériel à fournir ou à mettre en place (prospectus, marque, caractéristiques, manuels d'utilisation...),
- Les modes d'utilisation du matériel installé et de son paramétrage,
- La gestion de la maintenance ou du service après-vente du matériel à fournir ou à mettre en place,
- Le planning prévisionnel détaillé d'exécution des prestations par barrage.

A la fin des prestations de fourniture, après achèvement de l'installation et dans les 10 jours avant la date prévue pour la réception provisoire, Le Titulaire remettra un dossier complet de l'exécution des prestations, en trois exemplaires papiers et sur support informatique et en français, qui comprendra :

- Une notice décrivant les installations réalisées avec la nomenclature des matériels mis en place, et les coordonnées des fournisseurs,
- Les notices techniques et prospectus en français pour tout le matériel et équipements à fournir ;
- Des schémas descriptifs - signés et cachetés par le fournisseur pour tout le matériel et équipements à fournir ;
- Les notices techniques d'utilisation et d'entretien en français ou en arabe de tout le matériel installé établies par les constructeurs,
- Les certificats de conformité pour l'ensemble des matériels,
- Les plans d'implantation du matériel,
- Les attestations de garantie. Il est à signaler que le titulaire peut produire un bulletin de garantie global en précisant les références pour chaque matériel.
- Un tableau récapitulatif sur fichier Excel de tout le matériel fourni, sur lequel sont précisé : le nom, le numéro de série et l'affectation de chaque appareil.

ARTICLE III-3 : MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

D'une manière générale, le titulaire s'engage à assurer l'exécution des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres, conformément aux normes en vigueur et selon les règles de l'art.

Le titulaire est tenu d'assurer, par ses propres moyens (groupes électrogènes ou pompes par exemple), l'approvisionnement en énergie électrique et en eau industrielle pour la réalisation des prestations objet du marché issu du présent appel d'offres.

Il est à signaler que pour des conditions de sécurité et pour éviter tout incident grave, le titulaire est tenu de réaliser les prestations d'entretien demandées avec une assistance technique des services du MO et de l'équipe d'exploitation du barrage afin de mener à bien l'exécution des prestations jusqu'à leur achèvement.

ARTICLE III-4 – LIVRAISON DU MATERIEL

Le titulaire procédera à la livraison et à l'installation du matériel aux site du barrage indiqué par le CPS. Les frais d'installation du matériel sont réputés inclus dans les prix unitaires du bordereau des prix.

Le titulaire est chargé d'assurer une formation pour l'équipe d'exploitation du barrage ainsi que l'administrateur des systèmes de surveillance électronique concernant l'exploitation de ce système.

ARTICLE III-5 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

TRES IMPORTANT :

- Le matériel proposé doit être 1^{er} choix, non cloné et de marque mondialement reconnue ;
- Les caméras et équipement fournis doivent être compatibles avec les systèmes existants ;
- Chaque caméras et équipement livré doit être impérativement réceptionné et approuvé par le M.O avant toute installation ;
- Le matériel jugé défectueux doit être immédiatement évacué du chantier et remplacé par celui respectant les clauses du CPS ;
- Les caractéristiques techniques, énumérées ci-dessous, correspondent à une configuration minimale exigée. Le fournisseur doit présenter un matériel avec des performances au moins égales ou supérieures à celles citées ci-dessous.

3.5.1. Contrôle d'accès de l'entrée principale par porte métallique avec ouverture électrique

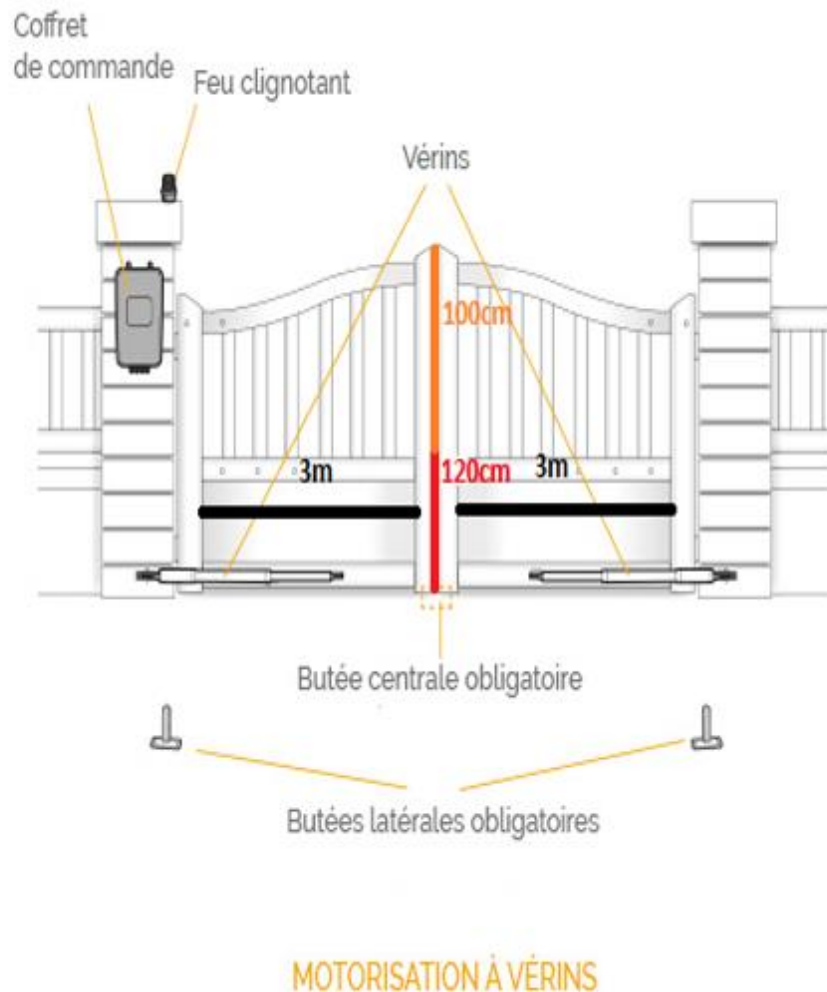
Cette porte fait partie du système de contrôle d'accès des entrées principales du barrage, elle est conçue pour permettre l'entrée et la sortie de véhicules lourds et engins nécessaires à l'entretien du barrage. Elle doit supporter des cycles d'ouverture et de fermeture fréquents, avec une motorisation prévue pour usage intensif :

Portail à deux vantaux :

- **Dimension et structure :**
 - **Type :** Portail métallique à deux vantaux symétriques chacun occupant la moitié de la largeur de l'entrée.
 - **Dimensions :**
 - ✓ **Largeur totale :** 6 mètres (2 vantaux symétrique de 3 mètres chacun).
 - ✓ **Hauteur standard :** 2.00/2.5 mètres.
- **Design :** (Selon le croquis ci-après)
 - **Moitié inférieure pleine :** En double tôle galvanisées à chaud de 3 mm d'épaisseur minimale, résistantes aux intempéries.
 - **Moitié supérieure grillagée :** Constituée de panneaux grillagés, offrant visibilité et circulation de l'air. Ce design doit combiner la sécurité et l'esthétique.
 - **Fixation et articulation :** Chaque vantail est monté sur trois gonds ou "pommelles" attachés aux poteaux en béton armé pour un soutien solide.
- **Matériaux et finition :**
 - Fabriqué en acier galvanisé à chaud, avec une finition Anti-corrosion pour résister aux intempéries.
 - Peinture époxy pour une meilleure résistance aux conditions extérieures.
 - Renforts internes pour garantir une structure rigide face aux vents et aux impacts.

- **Mécanisme d'ouverture et de commande :**
 - **Ouverture électrique motorisée :** Chaque vantail est équipé d'un moteur intégré ou d'un vérin permettant une ouverture automatisée vers l'intérieur.
 - **Alimentation électrique :** 220 V
 - **Moteur ou vérins :** de type industriel compatible avec la largeur du portail
 - **Système de contrôle à distance :** Le portail peut être commandé à distance ou depuis le système de contrôle d'accès
- **Sécurité de fonctionnement :**
 - Capteurs de présence pour éviter les collisions avec des véhicules ou des personnes.
 - Système de **déverrouillage manuel** en cas de coupure d'électricité ou d'urgence.
 - Verrouillage supplémentaire par une serrure à clé ou cadénassé.
- **Fixation et installation :**
 - Excavation d'une tranchée de dimension : 50cm x 50 cm x 700 cm ;
 - Mise en place d'une couche de béton de propreté de dimension : (50cm x 10 cm x 700 cm);
 - Coulage au-dessus de la couche de béton de propreté d'une longrine en béton armé B25 avec un ferrailage minimal de 8 mm de diamètre, servant de base solide pour le portail et pour la fixation des poteaux supportant les vantaux (Elle doit être parfaitement horizontale) ;
 - Fixation d'un poteau de dimension (40 cm x 40 cm x 250 cm) en béton armé B25 avec un ferrailage minimal de 8 mm de diamètre, de part et d'autre sur la longrine . L'habillage des poteaux doit être faite selon le model ci-après.
 - Pour la fixation des vantaux, chaque poteau est équipé de trois gonds ou (pommelles), offrant un support solide pour les vantaux et une articulation fluide. Les gonds sont espacés de manière régulière pour répartir le poids de chaque vantail et assurer une bonne stabilité.
 - Mise en place des rails ou pivots selon les besoins d'ouverture (coulissante ou battante) ;
 - Raccordement de la porte aux murs existants de part et d'autre de l'entrée.
 - Mise en place au côté droit de l'entrée d'un panneau métallique de signalisation, de dimension rectangulaire 1.50 m x 1.50 m, fixé sur deux supports métallique verticaux, de hauteur 2.5 m, en acier galvanisé solidement fixés dans le sol. La peinture du panneau doit être réfractaire pour une visibilité optimale, avec un fond clair blanc pour un bon contraste, sur ce panneau sera écrit en arabe et en français l'un au-dessous de l'autre : Barrage Alwahda (en gras pour un effet plus distinctif), Entrée principale N° : ...,
En bas du panneau est écrit aussi en français et en arabe : Interdiction de filmer ou de prendre des photos, avec une icône de caméra barrée pour renforcer le message. Les caractères du texte doivent être de grande taille et proportionnel au dimension du panneau.

Design de la porte métallique



Le plan de détail selon le croquis ci-dessus devra être remis par le titulaire au MO pour approbation avant toute fabrication, construction et mise en place.

3.5.2. : Barrière mobile

Cette barrière fait partie du système de contrôle d'accès, elle contrôle l'entrée des véhicules et elle doit intégrer des capteurs pour éviter les fermetures accidentelles, elle est constituée de poteaux au sol et d'une lisse horizontale de 4ml à 6ml qui empêche le passage de tout véhicule lorsqu'elle est en position fermée. Elle doit répondre aux exigences techniques minimales suivantes :

• Usage	Extérieur
• Longueur de tige max	6 mètre
• Refermeture automatique	De 1 à 60s
• Temps d'ouverture	Environ 6 s
• Absorption max	1,2A @230V

• Puissance moteur	160W
• Alimentation du moteur	24V DC
• Alimentation	230V 50hz
• Fréquence radio	433,92 MHz
• Température de service	de -20 à +50 °C
• Socle de fixation à la terre	inclus
• Alerte LED	inclus
• Centrale de gestion avec la commande radio et manuel,	inclus
• Les relais commande NO,NC output	inclus

NB : La barrière levante sera de marque mondialement reconnue et dont le représentant officiel au Maroc dispose d'un service après-vente agréée par le fabricant.

3.5.3. : Caméra de reconnaissance :

C'est une caméra fixe Bullet extérieur IP IR pour la détection d'immatriculation, elle fait partie du système de contrôle d'accès, elle est associée à la barrière mobile pour enregistrer et reconnaître les plaques d'immatriculation. Elle doit disposer d'une vision nocturne et connectée au système de gestion centralisé pour traçabilité, et doit répondre aux exigences techniques minimales suivantes :

• Usage	Type : Camera fixe Bullet IP Extérieur jour et nuit /Détection des matricules
• Resolution	Capteur CMOS 1/1.8 " de résolution 4 MP Full HD 2680x1520
• Fonctionnement	Couleur - Jour/Nuit filter anti-IR
• P-iris	oui
• Mémoire hors tension	oui
• Système de balayage	Progressif
• WDR	140 dB
• Monture d'objectif	intégrée
• Obturation lens et vitesse	Oui/ de 1s à 1/100,000
• P/N	P/N
• Portée éclairage infrarouge associé (fixe)	2,8 à 12mm : jusqu'à 50m
• Compression vidéo	Oui
• Comptage	Oui
• Système de synchronisation	Verrouillage sur fréquences secteur
• Contrôle gain	Automatique
• Sensibilité à la lumière	0.001 Lux @(F1.2, AGC ON); B/W: 0.0003 Lux @(F1.2,AGC ON)
• Module de verre bleu	Réduction du phénomène de fantôme

<ul style="list-style-type: none"> Analyse de comportement 	<ul style="list-style-type: none"> Détection de franchissement de ligne, jusqu'à 4 lignes configurables Détection d'intrusion, jusqu'à 4 régions configurables Détection d'entrée en région, jusqu'à 4 régions configurables Détection de bagages sans surveillance, jusqu'à 4 régions configurables Détection de suppression d'objets, jusqu'à 4 régions configurables Détection de changement de scène, détection de dérèglement de mise au point.
<ul style="list-style-type: none"> Alarme 	Interface 1-ch alarm entree/1-ch alarm sortie
<ul style="list-style-type: none"> Interface de communication 	RJ45 10 M/100 M/1000M Ethernet interface, PoE
<ul style="list-style-type: none"> Supporte carte MicroSD 	Carte 64Go fournie, stockage local et NAS(NF/SMB/CIFS), ANR
<ul style="list-style-type: none"> Protection périmétrique 	Franchissement de ligne, intrusion, entrée et sortie de région Prise en charge du déclenchement d'alarme par des types de cibles spécifiques (humain et véhicule) Filtrage des fausses alarmes déclenchées par des feuilles, de la lumière, les animaux, des drapeaux, etc.
<ul style="list-style-type: none"> Circulation routière et détection des véhicules 	Liste de blocage et liste d'autorisation : jusqu'à 10000 enregistrements Capture d'un véhicule sans plaque d'immatriculation Soutenir la reconnaissance des plaques d'immatriculation des motocyclettes (uniquement dans le scénario des points de contrôle) Soutenir la détection des attributs des véhicules, y compris le type de véhicule, la couleur, la marque, etc. (Le mode "City Street" est recommandé)
<ul style="list-style-type: none"> Matériau 	Alliage d'aluminium
<ul style="list-style-type: none"> Niveau de Protection 	Indice de protection : IK10 / IP67
<ul style="list-style-type: none"> Conditions de fonctionnement et de démarrage 	-40 °C à 60 °C. Humidité de 95 % ou moins (sans condensation)
<ul style="list-style-type: none"> garantie 	≥ 2 ans ,sur site, pièce et main d'œuvre

NB 1 : Les caméras fixes d'immatriculation seront de marque mondialement reconnue et dont le représentant officiel au Maroc dispose d'un service après-vente;

NB2 : Les caméras fixes d'immatriculation doivent être Intégrer dans le système existant avec licence détection d'immatriculation ;

3.5.4. Armoire des équipements de gestion et contrôle

Ces armoires devront recevoir les équipements du système de contrôle d'accès (switch de terrain, centrales d'alarmes, centrales de contrôle d'accès, bloc de gestion d'alimentation secours, équipement de routage des données, équipements de fibre optique et tous les équipements de protections, bloc de ventilation, éclairage ou autres nécessaires...). Ces armoires seront posées au niveau du mur de la salle la plus proche de l'accès ou sur poteau de caméra. Elles doivent avoir les caractéristiques suivantes :

Dimension	H800xL600xP30
Type de châssis	Plein
Matériau	Acier galvanisé
Finition de surface	Poudre époxy-polyester
Protection	IK10/IP66

NB : L'ensemble de l'ouvrage, fourni, posé et raccordé en ordre de marche y compris support de fixation et toutes sujétions d'accessoires d'installation et de mise en œuvre sera sur la charge du Prestataire du marché issu du présent appel d'offres.

3.5.5.Switch de terrain :

C'est un switch LAN PoE industriel à gestion intelligente et administrable pour le réseau BCC. Il doit avoir les caractéristiques suivantes :

- Commutateur PoE industriel à gestion intelligente Idéal pour les déploiements de surveillance dans des armoires industrielles et extérieures, et capable de résister aux environnements les plus difficiles.
- 8 ports PoE 10/100/1000BASE-T POE/POE+ , 4 ports SFP
- 1 port de console RJ-45
- Packet Forwarding Rate: Port Performance:17.85 Mpps
- 250W POE Matrice de commutation 24Gbps Manageable
- IGMP snooping and GRMP
- Résistance à une Large température de fonctionnement : -40°C to 75°C (-40°F to 167°F)
- IP30 Boîtier robuste conforme aux normes de l'industrie ERPS pour une reprise rapide par basculement Haute endurance
- EMC FCC (ANSI C63.4, 47 CFR PART 15B); CE-EMC/RCM (EN 55032: 2015+A11:2020, EN IEC 61000-3-2: 2019, EN 61000-3-3: 2013+A1:2019, EN 50130-4:2011+A1:2014, EN 55035:2017+A11:2020); IC (ICES-003: Issue 28)

NB : Le switch sera de marque mondialement reconnue et dont le représentant officiel au Maroc dispose d'un service après-vente agréé par le fabricant.

3.5.6.Mât métallique galvanisé de 3 m de hauteur

Les mâts sont utilisés comme supports des caméras, ils doivent être galvanisés à chaud et peints en rouge et blanc avec protection paratonnerres et descente de câble de cuivre. Et doivent supporter le poids de deux techniciens d'entretien. Les bras de fixation doivent être en acier inoxydable fixé par encrage.

- Construction : Fer galvanisé
- Hauteur : 3 m
- Dépointage au sommet à des vents de 120Km/H : inférieur à 15°
- Massif : Très stable

3.5.7.Solutions d'alimentation hybride secourue :

C'est un dispositif de l'électronique de puissance, composé de batteries et des panneaux solaires (la puissance des panneaux solaires et des batteries sera déterminée par l'installateur) , qui permet L'alimentation des caméras en courant alternatif stable et dépourvu de coupures ou de microcoupures, sans être alimenté par le réseau électrique, le système bascule automatiquement sur les batteries ou sur les panneaux solaires en garantissant un fonctionnement continu.

Caractéristique technique :

- Puissance nominale est de 2000W/2000VA ;
- Tension d'entrée est entre 170~252 V
- Tension de sortie minimum 220V $\pm 15\%$;
- Le rendement est de 93% ;
- Le temps de commutation est de 10ms ;
- Entrée de secteur, panneau solaire et Batterie 24V

Panneau solaire :

- Puissance de sortie de 550W ;
- Tension maximal 40.9V ;
- Courant 13.45A ;
- Voltage de charge vide 49.62Vdc ;
- Courant coupe-circuit 14.03A ;
- Classe A
- Jonction box IP68
- Garantie : 20 ans

Cellules Monocristalline :

- Performance de faible luminosité exceptionnelle et sensibilité élevée pour illuminer le spectre solaire complet ;
- La boîte de connexion est multifonctionnelle, étanche et scellée, ce qui permet un niveau de sécurité élevé ;
- Un cadre anodisé robuste permet de monter facilement les modules sur un toit avec une variété de systèmes de montage standard ;
- Modèles à haute puissance avec un système de connexion rapide pré câblé avec des connecteurs MC4 (PV-ST01).

Batterie de secours :

- Chaque solution a deux batteries installées
- Batterie gel,
- Type sans entretien spécial énergie solaire ;
- Tension nominale 12V ;
- Capacité 150Ah.

NB 1 : la batterie gel sera de marque mondialement reconnue.

NB2 : L'ensemble de l'ouvrage, fourni, posé et raccordé en ordre de marche y compris support de fixation et toutes sujétions d'accessoires d'installation et de mise en œuvre sera sur la charge du Prestataire du marché issu du présent appel d'offres.

3.5.8.Pose des câbles et tranchée de leurs cheminements en terrain de toute nature

Les caméras et les équipements du système de contrôle d'accès seront raccorder par des câbles électriques et des câbles réseau pour cheminés et protégés dans une tranchée en terrain de toute nature, selon les caractéristiques suivantes :

- **Dimensions de la tranchée :**

- ✓ Largeur : entre 30 et 60 cm.
- ✓ Profondeur : entre 60 et 90 cm pour assurer la protection contre les dommages de surface et respecter les normes de sécurité.
- **Fond de la tranchée :**
 - ✓ Un lit de sable d'environ 10 cm d'épaisseur est placé au fond pour protéger les câbles contre les frottements et favoriser le drainage.
- **Conduits et gaines :**
 - ✓ Les câbles sont installés dans des conduits en PVC ou en PEHD (polyéthylène haute densité), ce qui les protège contre l'humidité, les rongeurs, et les chocs mécaniques.
 - ✓ Les conduits sont souvent de couleur spécifique : orange pour les câbles électriques et vert pour les réseaux de communication, pour faciliter l'identification.
- **Pose des câbles :**
 - ✓ Les câbles seront placés dans les gaines, avec suffisamment de mou pour éviter les tensions et seront séparés des autres câbles par des gaines séparées pour éviter les interférences.
 - ✓ Les câblés électriques seront de type U1000 R2V certifiés mondialement, leurs diamètres seront déterminés par l'installateur selon l'équipement, la puissance et la longueur
 - ✓ Les câbles réseau informatique seront de type CAT-6A S/FTP 650MHZ certifiés mondialement
- **Remblai :**
 - ✓ Une fois les câbles mis en place, un second lit de sable est ajouté par-dessus, avant de remblayer avec du sable puis du sol pour protéger les câbles des éléments extérieurs.
 - ✓ Un grillage avertisseur de couleur est placé au-dessus de la couche de sable pour signaler la présence de câbles en cas de fouilles futures.

CHAPITRE IV - MODE D'EVALUATION DES PRIX

ARTICLE IV-1 : MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS

Le titulaire reconnaît que les prix unitaires du bordereau, avec l'application des prescriptions du présent document, permettent de le rémunérer intégralement pour l'ensemble des prestations prévus au marché issu du présent appel d'offres.

Les prix du marché issu du présent appel d'offres comprennent :

- Les dépenses résultantes des installations de chantier nécessaires à la bonne exécution de l'ouvrage ainsi que les frais de repliement du chantier et de remise en état des lieux.
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre,
- Tous les frais de main d'œuvre et frais afférents, charges sociales, indemnités de toute nature, prime, frais de déplacement et de transport,
- Les frais de piquetage d'outillage et du matériel.
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant au titulaire,
- Les frais d'essais des matériaux et fournitures en usine et les essais de réception et de contrôle sur chantier après mise en place. Ces derniers seront réalisés à la demande du MO et par un laboratoire proposé par le titulaire et approuvé par le MO,
- Les frais d'assistance technique sur chantier ou d'intervention de spécialisation appelée par le titulaire pour la réalisation ou le contrôle de certaines opérations,
- Les frais d'assurance, l'indemnisation des dommages causés aux tiers par le titulaire,
- Toutes les dépenses que le titulaire peut avoir à engager pour satisfaire aux mesures de police et de sécurité et en général toutes frais accessoires (éclairage, signalisation, etc).
- Les frais résultant des dégâts aux chemins, du maintien de la circulation sur les routes et chemins des accès des propriétés privées et de leur clôture, de l'écoulement des eaux pluviales et ménagères ainsi que l'évacuation ou l'épuisement des venues d'eau souterraine,
- Toutes les difficultés que le titulaire pourrait rencontrer pendant l'exécution des prestations et qui étaient prévisibles à la date de la soumission, et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont les conséquences nécessaires et directes du travail.

Tous les prestations seront réglées d'après les quantités réellement exécutées aux prix unitaires figurant dans le bordereau des prix formant détail estimatif. Les prix qui sont définis dans le bordereau des prix formant détail estimatif comprennent toutes les sujétions indiquées dans le marché issu du présent appel d'offres ainsi que celles qui résultent de l'exécution des prestations selon les règles de l'art.

ARTICLE IV-2 : DEFINITION DES PRIX

Les prix seront rémunérés suivant le bordereau des prix formant détail estimatif en précisant que les prix qui y sont définis comprennent toutes les sujétions indiquées dans le marché issu du présent appel d'offres ainsi que celles qui résultent de l'exécution des prestations selon les règles de l'art y compris les frais d'installation du chantier.

Prix n°1 : Contrôle d'accès de l'entrée principale par porte métallique avec ouverture électrique :

Ce prix rémunère, à l'ensemble, la fourniture, l'installation et la mise en service de la porte métallique avec ouverture électrique, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 1

Prix n°2 : Barrière mobile :

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture, l'installation et la mise en service de la barrière mobile du système de contrôle d'accès, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 2

Prix n°3 : Caméra de reconnaissance :

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture et l'installation y compris toutes sujétions de mise en place, d'une caméra de reconnaissance, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 3

Prix n°4 : Armoire des équipements de gestion et contrôle :

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture et l'installation y compris toutes sujétions de mise en place, d'une armoire des équipements de gestion et contrôle, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 3

Prix n°5 : Switch de terrain :

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture et l'installation y compris toutes sujétions de mise en place, d'un Switch de terrain, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 5

Prix n°6 : Mât métallique galvanisé de 3 m de hauteur

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture, l'installation et la mise en service de mât métallique galvanisé de hauteur 3m conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 6

Prix n°7 : Solutions d'alimentation hybride secourue :

Ce prix rémunère, à l'unité, la fourniture et l'installation et la mise en service y compris toutes sujétions de mise en place, d'une solution d'alimentation hybride secourue, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 7

Prix n°8 : Pose des câbles et tranchée de leurs cheminements en terrain de toute nature :

Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la fourniture, la mise en place, le raccordement, le cheminement dans une tranchée et la mise en service, de câble électrique et câble réseau, y compris fusion et pigtail, conformément aux dispositions prévues par l'article III-5 § 8


ARTICLE IV-3 : BORDEREAU DES PRIX FORMANT DETAIL ESTIMATIF

Objet : FOURNITURE ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE SURVEILLANCE ELECTRONIQUE POUR L'ENTRETIEN ET LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE ELECTRONIQUE DU BARRAGE ALWAHDA

N° des prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	PU en DH HT	Montant HT
1	Contrôle d'accès de l'entrée principale par porte métallique avec ouverture électrique	ENS	3		
2	Barrière mobile	U	3		
3	Caméra de reconnaissance	U	3		
4	Armoire des équipements de gestion et contrôle	U	3		
5	Switch de terrain	U	3		
6	Mât métallique galvanisé de 3 m de hauteur	U	3		
7	Solutions d'alimentation hybride secourue	U	1		
8	Pose des câbles et tranchée de leurs cheminements en terrain de toute nature	ML	500		
				Total HTVA	
				TVA 20 %	
				Total TTC	

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

LE MAITRE D'OUVRAGE	LE CONCURRENT
 <p data-bbox="391 728 726 840"> Directeur de L'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou Signé: Khalid EL Ghomari </p>	